Centre européen pour une Ukraine moderne

# Elections ukrainiennes

# Informations

Edition 7 – 10 octobre 2012

**Depuis son indépendance en 1991, l'Ukraine s'est développée dans un contexte de changements politiques, économiques et culturels permanents en Europe de l'Est. Alors que l'échéance des élections parlementaires du 28 octobre approche, le pays poursuit ses efforts en vue de devenir une démocratie stable et un partenaire central pour ses voisins européens et pour l'Union Européenne dans son ensemble.**

**La newsletter de cette semaine présente les derniers sondages et fait le point sur les différentes actualités politiques à l'approche des élections. Découvrez également le profil de Vitaliy Klitchko, candidat de l'UDAR.**

## Les derniers sondages

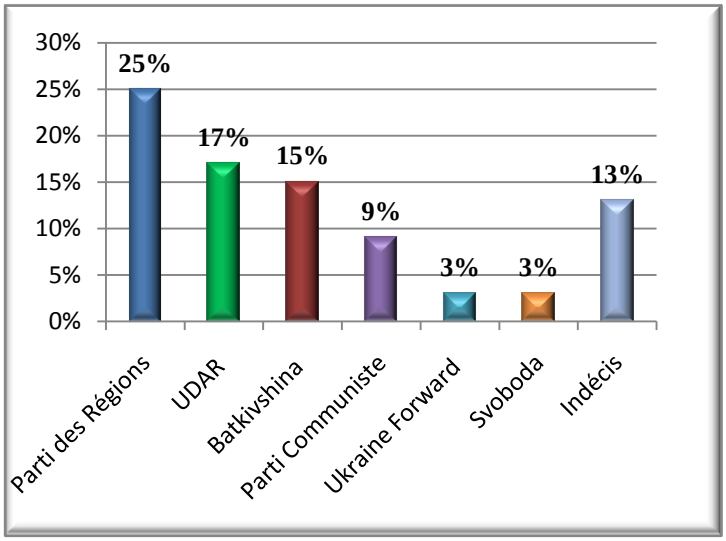
**Les derniers sondages confirment l'avance du Parti des Régions et l'UDAR devance Batkivschyna**

Les derniers sondages relatifs aux élections du 28 octobre ont confirmé l'avance du Parti des Régions, toujours crédité de 25% des votes. L'UDAR arrive désormais en 2ème position, crédité de 17% d'intentions de vote devant Batkivschyna.

Batkivschyna est crédité de 15% d'intentions de vote, le parti communiste de 9%, Svoboda et Ukraine Forward de 3%.

Ce sondage a été effectué par GfK NOP, une des plus grandes sociétés d'études mondiales, opérant dans plus de 100 pays. Il a été mené auprès de 3352 répondants du 12 au 27 septembre 2012.

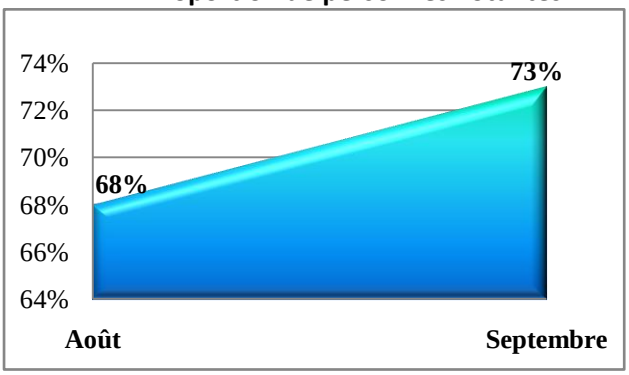
**Intentions de vote par parti**




Cette Newsletter est publiée par le Centre Européen pour une Ukraine Moderne, ONG basée à Bruxelles dont la mission est d'informer les gouvernements, leaders d'opinion et entreprises sur les avancées de l'Ukraine dans le but de dessiner un avenir prospère pour le pays et de renforcer ses relations avec l'Union Européenne.

**Centre Européen pour une Ukraine Moderne**
Ina Kirsch, Directrice
14 Rue de la Science | 1040 Bruxelles, Belgique
Tel : +32 2 808 36 30 | E-Mail: info@ecfmu.eu

**Proportion de personnes votantes**




Environ 13% des sondés restaient indécis, un chiffre bien inférieur à celui des précédents sondages.

Par ailleurs, le pourcentage de personnes votantes a beaucoup augmenté, passant de 68% le mois dernier à 73% de personnes sûres de voter ou qui voteront probablement. Pour ceux sûrs de voter, le pourcentage est passé de 44 à 51%.
Selon la même étude, une économie plus florissante et la sécurité de l'emploi demeurent les principales préoccupations des Ukrainiens.

## Actualités

**Porter un regard objectif sur les élections ukrainiennes est essentiel selon les fonctionnaires européens**

Alors que l'Ukraine se prépare pour les élections parlementaires du 28 octobre, les observateurs internationaux sont sur le terrain pour s'assurer que le vote se déroulera de façon démocratique le jour J. Certains observateurs et experts se sont inquiétés de voir que l'Ukraine faisait l'objet, plus que d'autres pays, d'immenses attentes quant au bon déroulement de ses élections. Un conflit a éclaté à ce sujet entre dirigeants européens qui a abouti à un appel pour que les observateurs refusent les préjugés sur l'Ukraine, afin d'anticiper une élection truquée. La démission du chef d'une des missions a par ailleurs été demandée.

La Commission Electorale Centrale d'Ukraine (CEC), corps indépendant en charge de la conduite des élections, a bien accueilli le contrôle des élections par les organisations internationales et responsables politiques alors qu'elle contrôle elle-même le processus de vote et l'organisation de la campagne. La possibilité que l'Ukraine soit injustement traitée par la communauté internationale amène un nouveau défi, la CEC travaillant à s'assurer que les votes des Ukrainiens – et non la volonté politique de forces extérieures – déterminent véritablement la validité de l'élection.

**Andreas Gross, chef de la délégation PACE**

Andreas Gross, le chef de la délégation de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE) en Ukraine s'est déjà exprimé sur le vote à venir. Il a récemment déclaré aux medias ukrainiens que la CEC était une « farce », en dépit du fait qu'elle soit constituée de membres de différents partis. Il a également insisté sur le fait que l'Ukraine aurait besoin d'une « nouvelle révolution démocratique », faisant ouvertement part de ses doutes quant à la possibilité que ces élections puissent réellement être libres et justes.

Mevlut Cavusoglu, ancien président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et membre de la délégation pré-électorale qui a visité l'Ukraine le mois dernier a immédiatement réagi aux affirmations d'Andreas Gross.

M. Cavusoglu a appelé ses collègues à juger de la bonne tenue des élections en prenant en compte tous les éléments à leur disposition et en évitant de porter des jugements prématurés. Il a exprimé son vif mécontentement face aux propos de M. Gross, estimant qu'ils n'étaient « ni justes ni objectifs, et s'éloignaient beaucoup de la déclaration officielle, non-partisane de la PACE, qui a été signée à Kiev le 22 septembre ».

« M. Gross ne semble pas être un représentant impartial du Conseil de l'Europe dans cette interview (accordée au journal ukrainien Tyzhden) » a-t-il ajouté.

**Mevlut Cavusoglu, délégation PACE**

M. Cavusoglu a finalement estimé que le cas de Ioulia Timochenko ne devait pas servir de prétexte pour déclarer les élections illégitimes avant même que celles-ci aient eu lieu.

Sir Roger Gale, membre britannique du Parlement, a appelé à ce que M. Gross soit démis de ses fonctions à la tête de la PACE. Au cours d'une conférence sur les règles de conduite des membres de la PACE, il a ainsi affirmé « le chef de la mission en Ukraine a exprimé une opinion a priori, avant même que les élections n'aient eu lieu. Il a appelé les Ukrainiens à une nouvelle révolution. J'espère que le Bureau de la délégation va réagir et va le remplacer à la tête de la délégation ».

Suite à une réunion des membres du Bureau de la PACE le 5 octobre 2012, M. Gross restera à la tête de la délégation. Celui-ci a commenté : « Le Bureau n'a pris aucune dispositions particulières à mon égard », il a cependant refusé de fournir plus de détails.

La tension est montée d'un cran pendant ce temps-là au Parlement Européen à propos de la direction de la mission d'observation électorale en Ukraine. Si l'Allemand Elmar Brok, président de la commission des affaires étrangères, était le candidat naturel, le Polonais Pawel Kowal lui a cependant été préféré, M. Brok ayant été jugé trop fervent supporter de Ioulia Timochenko.

**Marek Siwiec, mission du Parlement Européen**

M. Brok, qui souhaitait reporter la décision, a mal accepté sa défaite et même menacé de ne pas participer à la mission d'observation avant de se rétracter.

D'après Marek Siwiec, un membre de la mission du Parlement Européen, les déclarations des membres de la délégation au sujet du non-alignement des élections aux standards internationaux sont personnelles et ne reflètent pas la position du Parlement Européen.

« Dans notre démocratie, chacun a le droit de dire ce qu'il pense, que vous soyez d'accord ou non. Mais une seule structure peut prendre position sur les élections en Ukraine. La mission d'observation n'a pas parlé de cela. Si quelqu'un s'exprime en son nom, cela le regarde. Cela n'est pas la position du Parlement Européen, même si nous respectons les personnes qui pensent comme cela ».

Contrairement aux points soulevés par Andreas Gross, l'OSCE a rendu public son premier pré-rapport (www.osce.org/odihr/elections/94829) sur les élections, donnant une vision plutôt positive de la situation. Le groupe d'observation de l'OSCE a ainsi estimé que la préparation s'effectuait dans de bonnes conditions et en accord avec la nouvelle loi électorale. La mission estime en outre que la CEC travaille de façon ouverte et à l'unanimité, respectant ses délais. Ses décisions, si elles sont parfois critiquées, sont en adéquation avec son mandat. Enfin, la mission a relevé que certaines décisions discutables étaient dues à l'imprécision de la législation et non au caractère arbitraire de la CEC.

En parallèle, une mission sur les droits de l'homme et les procédures judiciaires en Ukraine, dirigée par l'ancien président polonais Alexander Kwasniewski et l'ancien président du Parlement Européen Pat Cox, a été suspendue. Leur enquête examinant le cas de Ioulia Timochenko, les deux hommes ont préféré mettre fin à leur mission afin que celle-ci ne se mêle pas à la campagne.

**A l'approche des élections, les experts évaluent les critères d'un vote libre et juste**

En dépit de la diversité des processus électoraux et des structures démocratiques en Europe, des critères standards peuvent être développés pour l'évaluation des élections. Une récente étude développée en collaboration avec le Centre européen pour une Ukraine moderne a mis en avant les principes fondamentaux qui guident les groupes d'observateurs :

- Accès aux élections
- Situation politique
- Système institutionnel
- Transparence
- Médias
- Fraudes électorales/violation de la loi

Dans chaque catégorie, des indicateurs clés permettent de déterminer la justice et la liberté qui entoure l'élection et donc de savoir si elle est valide pour la communauté internationale. Ces indicateurs fournissent une grille de lecture commune pour les élections dans les pays développés et en développement et offrent des pistes de réflexion pour de possibles améliorations.

**Principaux critères d'élections libres et équitables**

| Accès à l'élection | Situation Politique | Système Institutionnel | Transparence | Médias | Fraudes électorales/violations de la loi |
|---|---|---|---|---|---|
| Accès des électeurs | Système de partis | Loi électorale juste et complète | Financement des partis | Neutralité | Secret du vote |
| Accès des candidats | Opposition | Organisation juste et neutre des élections | Conformité des listes électorales | Liberté de la presse | Matériel adapté et ressources humaines suffisantes dans les bureaux de vote |
| Fréquence des élections (7 ans pour les présidentielles, 5 ans pour les parlementaires) | Boycott de l'élection | Suivi des élections neutre et pertinent (Commission électorale) | Publication des résultats | Temps d'antenne | Méthode de comptabilisation des suffrages |
| Coût de dépôt de candidature | Taux d'acceptation du résultat final | Indépendance judiciaire | Accès au dépouillement | Accès à une couverture médiatique | Votes multiples |
| Complexité de la procédure électorale | Violence lors de la campagne électorale | Appels ou autres formes de recours traités rapidement et efficacement | Accès aux résultats | Discours haineux | Influence sur les votes (corruption, contrôle, etc.) |
| Taux de participation | Sensibilisation au vote | Organisation de l'élection | Concordance des données des registres du scrutin et des résultats finaux | Compte-rendu juste et honnête des messages politiques dans les médias | Relations des parties avec des entités tierces |
| Candidatures de femmes et de personnes issus des minorités | Confiance de la population dans les élections | Mise en application des recommandations | Observation extérieure | Réglementation des médias | Listes truquées |
| Droit de vote des militaires et des prisonniers | Respect des droits fondamentaux et de la liberté | | | Absence d'interférence dans le système de diffusion des médias | Atmosphère le jour de l'élection et respect général de la loi électorale |
| Accessibilité pour les personnes handicapées | | | | | |
| Nouvelles méthodes de vote | | | | | |

Une étude réalisée pour l'ECFMU a examiné la conduite des élections présidentielles et législatives récentes dans un certain nombre de pays d'Europe occidentale, centrale et orientale, en particulier l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la France, l'Allemagne, la Pologne, la Russie et l'Ukraine. (Le rapport complet est disponible ici : http://www.modernukraine.eu/comparative-study-of-election-observation-by-international-organizations/). Cette analyse approfondie indique que si le processus de réforme en cours en Ukraine est indispensable, l'ensemble des pays doivent faire face à des problèmes similaires, à des échelles différentes.

Les pays en développement font parfois face à des problématiques importantes - et pourtant les élections sont souvent considérées comme pleinement valides, en dépit de ces problèmes. Par exemple, les récentes élections en Arménie ont été jugées équitables par la communauté internationale, malgré des analyses qui ont mis en avant des actes de violence contre des militants, des divergences dans tabulation des résultats et des preuves de bourrage d'urnes, d'invraisemblance dans la participation aux bureaux de vote et de partialité des médias.

En Russie, il existe de nombreuses preuves d'ingérence dans la campagne et le processus électoral. Les ressources de l'administration et de l'Etat ont été utilisées dans le cadre de la campagne électorale, l'égalité et l'équité dans la couverture médiatique n'étaient pas assurées, des personnes non inscrites sur les listes ont été autorisés à voter et des votes multiples ont également été exprimés par certains individus, tandis que les observateurs internationaux ont souffert d'intimidation significative. Même en Pologne, considérée comme une démocratie forte, des problèmes ont été relevés. Le secret du vote est souvent compromis, les tarifs de publicité politique sont souvent prohibitifs pour les petits partis limitant la concurrence; la fenêtre d'enregistrement est étroite limitant l'accès et les candidats indépendants ne sont pas autorisés à se présenter aux élections parlementaires. En outre, plusieurs dispositions juridiques limitent la liberté des médias notamment avec l'introduction de la responsabilité pénale pour diffamation et injure publique.

Compte tenu de la forte attention sur l'Ukraine, des représentants de tous les partis ukrainiens se sont engagés à assurer une élection de haute qualité. Toutefois le risque que certains observateurs considèrent uniquement certains résultats comme légitimes, plutôt que l'ensemble du processus, apparaît de plus en plus réel. A ce titre, les dirigeants de l'Ukraine continueront de mettre l'accent sur la transparence et l'équité en mettant en place des processus pour surveiller la fraude électorale, en accroissant l'accès à l'information et en dépouillant les votes de manière fiable.

## Les élections dans la presse

**Comité d'Etat : les partis d'opposition disposent d'un temps d'antenne de télévision d'1,5 fois supérieur à celui des partis pro-gouvernementaux**

Selon une analyse récemment réalisée par le Comité d'État pour la télévision et la radio, le temps d'antenne des partis d'opposition sur les grandes chaînes de télévision ukrainienne est 1,5 fois supérieur au temps d'antenne des partis pro-gouvernementaux (21 heures, 51 minutes et 41 secondes contre 14 heures, 18 minutes et 55 secondes). Cette information a été publiée à l'issue des résultats de la surveillance du temps d'antenne menée par le Comité d'État pour la télévision et la radiodiffusion.

**Statistiques de temps d'antenne**

**Temps d'antenne de publicité** :
- *Partis d'opposition* : 17 heures, 18 minutes et 39 secondes
- *Partis pro-gouvernementaux* : 11 heures, 42 minutes et 23 secondes

**Temps d'antenne de JT :**
- *Partis d'opposition*: 1 heure, 8 minutes et 32 secondes
- *Partis pro-gouvernementaux*: 58 minutes et 32 secondes

**Temps d'antenne d'émissions :**
- *Partis d'opposition*: 3 heures, 24 minutes et 30 secondes
- *Partis pro-gouvernementaux:* 1 heure et 38 minutes

**Ensemble :**
- *Partis d'opposition*: 21 heures, 51 minutes et 41 secondes
- *Partis pro-gouvernementaux*: 14 heures, 18 minutes et 55 secondes

La répartition du temps d'antenne montre qu'entre le 24 Septembre et le 30 Septembre, les partis d'opposition (regroupant l'Union pan-ukrainienne, Batkivshyna, Udar, Ukraine en avant, Svoboda, et Notre Ukraine) ont diffusé des spots publicitaires sur les chaînes de télévision d'une durée totale de 17 heures 18 minutes et 39 secondes, tandis que partis pro-gouvernementaux (regroupant le Parti des régions et le Parti communiste) ont diffusé 11 heures, 42 minutes et 23 secondes de publicité directe.

Selon ces résultats, la couverture de l'activité de l'opposition dans la presse était 1,2 fois supérieure à celle consacrée aux forces pro-gouvernementales. De même, le temps d'antenne accordé aux représentants de l'opposition dans les émissions les plus populaires était presque 3 fois supérieur au temps d'antenne alloué à pro-gouvernementaux (3 heures, 24 minutes et 30 secondes par rapport à 1 heure et 38 minutes).

L'étude a analysé la publicité politique sur les principales chaînes de télévision suivantes: Ukraine Inter, 1 +1, ICTV, Novy Kanal, STB, en Ukraine, Première chaîne de télévision nationale, et Channel 5.

**Yatzeniuk affirme que le Congrès de l'opposition pourrait ne pas avoir lieu**

Le chef du Conseil de Batkivschyna, Arseniy Iatseniouk, a annoncé lors d'une conférence de presse à Dnipropetrovsk que le Congrès de l'opposition pourrait ne pas avoir lieu. Le représentant de l'opposition a déclaré qu'il y avait désormais peu de temps pour former la liste commune des candidats dans les circonscriptions uninominales.

Ceci fait suite à l'information de la semaine dernière selon laquelle les dirigeants du parti Udar et Batkivschyna se sont mis d'accord pour soutenir ensemble leurs candidats dans les circonscriptions majoritaires, ce qui signifie que Batkivshyna ou Udar devrait retirer ses candidats, si la cote de popularité des candidats de Batkivshina était plus élevé. Les négociations sur les candidats étant actuellement en cours, la loi stipule que, dans cette situation, les partis devront arrêter leur campagne 12 jours avant le jour du scrutin soit le mardi 16 octobre.

Pour former une liste commune dans les circonscriptions à mandat unique, deux mécanismes juridiques sont nécessaires : un congrès entre les deux partis, et l'annonce officielle par les candidats dans la circonscription qu'ils se retireront et soutiendront l'autre candidat.

« Ce sont les mécanismes juridiques. Il est nécessaire de contrôler l'un et l'autre à la fois», a déclaré Iatseniouk. Il a également fait remarquer qu'il était dommage que le parti Udar n'ait pas répondu à l'offre de Batkivschyna il y a six mois.

Selon certaines sources, la décision de tenir le Congrès de Batkivschyna a été prise le 5 octobre au cours d'une réunion à huis clos à laquelle étaient présents Arseni Iatseniouk, Alexander Turchynov et Mykola Martynenko. Le Congrès, qui devrait avoir lieu la semaine du 15 octobre a été conçu pour se concentrer sur la coopération entre le Batkivschyna et le parti de Vitaliy Klitchko dans les circonscriptions majoritaires.

## Portrait de candidat : Vitaliy Klitchko

***Découvrez chaque semaine un peu plus sur ceux qui font la diversité de ces élections à travers des portraits de candidats et le décryptage des programmes proposés par les différents partis politiques.***

Vitaliy Klitchko est un homme politique ukrainien, chef du parti de l'Udar (Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme) et membre de la délégation ukrainienne au Congrès du Conseil de l'Europe.

Il est également boxeur professionnel, champion WBC poids lourd connu sous le nom de « Dr Iron Fist ».

Vitaliy est titulaire d'un doctorat en sciences du sport et est diplômé d'une maîtrise en gestion du développement social.

Selon les derniers sondages effectués en septembre 2012 par GfK, société d'étude reconnue au niveau international, le parti de Klitcko UDAR a la seconde cote de popularité la plus élevée parmi tous les partis politiques en Ukraine. Avec un taux d'approbation de 17 %, il a ainsi une avance de 2 points par rapport à Batkivshyna mais reste 8 points derrière le Parti des Régions.

Vitaliy a commencé sa carrière comme kickboxer et a été six fois champion du monde de kickboxing. A partir de 1996, il s'est également engagé dans la boxe professionnelle, gagnant 45 victoires, avec 41 knock-outs, en 47 combats.

Klitchko a annoncé sa retraite en 2005 et a peu après fait campagne pour être élu à la mairie Kiev, campagne qu'il a perdue de peu contre Leonid Chernovetskiy recueillant 26 % des suffrages. En 2006, Klitchko a été élu député du Parti civique PORA-ROP au Conseil de la ville de Kiev. En avril 2010, Klitchko devient le leader de l'UDAR, la popularité du parti continuant de croître depuis lors.

Klitchko est en faveur de l'intégration de l'Ukraine dans l'UE et de la coopération OTAN-Ukraine. Il plaide pour une baisse des impôts, moins de corruption et la nécessité d'assurer une plus grande transparence. Il a déclaré à plusieurs reprises qu'il était opposé aux autorités actuelles et qu'il n'envisagerait pas de coopérer ou de former une coalition avec le Parti des Régions dans un nouveau Parlement. A ce titre, Klitchko soutient les dirigeants des partis politiques de l'opposition, y compris en prenant part à un rassemblement pour la libération de Ioulia Timochenko.

Après les élections, UDAR est susceptible de former une coalition avec Batkivshyna. Les deux partis sont actuellement en discussion pour former une liste unie des candidats à l'élection, ce qui signifie que certains candidats de chaque parti devraient se retirer afin de soutenir les candidats avec les cotes de popularité les plus élevées.

Vitaliy Klitchko est né le 19 Juillet 1971 (41 ans) en Belovodsk (maintenant Kirghizistan), et a vécu à Los Angeles et Hambourg pendant plusieurs années. Il a trois enfants avec son épouse Natalia (deux garçons de 12 et 7 ans et une fille de 9 ans). Si Vitaliy et son épouse sont citoyens ukrainiens, ses enfants sont de nationalité américaine, étant nés à l'hôpital Cedars-Sinai Medical Center de Los Angeles. Vitaliy parle quatre langues : russe, ukrainien, allemand et anglais.